



**PUBLIC PRIVE MÊMES ATTAQUES MÊMES COMBATS  
POUR UN AUTRE AVENIR POUR L'ACTION SOCIALE ET MEDICO  
SOCIALE  
LA PROTECTION DE L'ENFANCE  
POUR NOS SALAIRES ET NOS GARANTIES COLLECTIVES**

**Secteur privé**

Enfin le gouvernement daigne évoquer publiquement la situation des travailleurs-ses du secteur social et médico-social. Enfin nous ne sommes plus des invisibles. Enfin le premier ministre a reconnu que nos métiers ne sont pas assez rémunérés. Mais que nous propose l'état ?

**Une augmentation de 183€ en contrepartie d'une casse de nos conventions collectives et donc de nos conditions de travail.**

En attendant, pas un mot pour la Protection de l'Enfance, pas un engagement franc de l'état.

Pas un mot pour les ES, les ME, les EJE, les ETS, les Moniteurs d'atelier, les maitresses de maison, les ouvriers d'entretien, les comptables, les psychologues, les personnels administratifs, les surveillants de nuit, les assistants familiaux...

Pas un mot sur nos conditions de travail, sur la pression qui nous est faite, les conditions d'accueil et d'accompagnement des populations.

Pas un mot sur les ruptures de prise en charge ni la désertification d'un secteur en détresse depuis bien trop d'années.

**Depuis 20 ans, les travailleurs sociaux ont perdu 20% de pouvoir d'achat.**

Nous ne pouvons pas accepter qu'un-e salarié-e commence sa carrière en dessous ou à peine au niveau du SMIC.

**Nous sommes donc bons pour la vaccination, pas pour une revalorisation...**

**Secteur public**

Depuis plusieurs années, les travailleurs-ses du secteur social et médico-social de la fonction publique sont attaqués de toute part. Au-delà du gel du point d'indice depuis plus de 10 ans qui ne permet pas de faire évoluer nos salaires, les conditions de travail des professionnels du champ social et médico-social ne cessent de se dégrader.

Les alertes sont multiples et les gouvernances successives n'écourent pas les professionnels de terrain qui sont en prise directe avec la population la plus précaire.

**Les familles et les enfants que nous accompagnons sont les premières victimes de « la casse du service public ».**

Les choix politiques amènent aujourd'hui les professionnels à ne travailler que dans l'urgence voire à laisser des enfants en situation de danger par manque de moyens (absence de relais en pédopsychiatrie, de places en famille d'accueil et/ou en établissement ou surcharger des assistants familiaux déjà au bord de la rupture, familles à la rue par manque de place en hébergement d'urgence...). Les exemples sont nombreux et amènent régulièrement à des drames irréversibles.

Les travailleurs-ses sociaux ainsi que tous les administratifs qui œuvrent au quotidien et, qui se sont tant mobilisés ces derniers temps nécessitent d'être entendus et reconnus tant sur le plan des moyens alloués que sur la revalorisation salariale.

**NOS METIERS NOURRISSENT NOS CONSCIENCES  
MAIS NE REMPLISSENT PAS NOS FRIGOS !**

**Pour toutes ces raisons la CGT appelle l'ensemble des acteurs du secteur médico-social à la grève et à la mobilisation afin de revendiquer :**

Dans le privé

**Une augmentation de 300 Euros pour tous les salariés de notre secteur.**

**Une convention collective de haut niveau conservant et améliorant nos conquits sociaux.**

**Des conditions de travail humaines et dignes respectant les salariés-es et les personnes accueillies.**

Dans le public

**Le recrutement pérenne au sein de la Fonction publique territoriale pour répondre aux besoins de la population.**

**L'amélioration des rémunérations par une revalorisation du point d'indice de 10% pour pallier la perte due au gel du point depuis 10 ans.**

- **Une politique nationale qui définit la protection de l'enfance comme mission prioritaire de service public garantissant l'équité quel que soit le territoire d'accueil et d'accompagnement.**
- **La fin de la marchandisation du travail social et le développement d'un grand service public de l'action sociale et médico-sociale.**
- **Un accès universel aux droits fondamentaux pour le public accueilli.**

**GREVE ET MOBILISATION DANS TOUTE LA FRANCE DANS L'UNITE ET LA CONVERGENCE.**

**LE 7 DECEMBRE 2021**

**RASSEMBLEMENT, A ANGOULÊME, DEVANT LA PREFECTURE A 10 H**

